



Le courriel d'échange avec l'administration est tleroux@ydeo.com.

Rédacteur	Vérificateur/Approbateur
	
L'inspecteur de l'environnement MORBIDUCCI Bérengère	La cheffe du département risques accidentels CESCON Caroline

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 04/07/2023 de l'établissement HYDRAPRO SAS implanté lieu dit de Pazac Route de Meynes 30210 Lédenon, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il est pris les suites administratives suivantes :

- arrêté préfectoral de mesure d'urgence joint au présent rapport.

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 NÎMES

NÎMES, le 06/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**HYDRAPRO SAS**

ZA DU PIQUET  
35370 Étreilles

Références :  
Code AIOT : 0006602641

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2023 dans l'établissement HYDRAPRO SAS implanté lieu dit de Pazac Route de Meyne 30210 Lédenon. L'inspection a été annoncée le 04/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection à chaud fait suite au déclenchement POI du même jour suite à un départ de combustion de poudre chlorées au sein du bâtiment D.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HYDRAPRO SAS
- lieu dit de Pazac Route de Meyne 30210 Lédenon
- Code AIOT : 0006602641
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société HYDRAPRO (groupe B2F) exploite un site industriel de fabrication, conditionnement et stockage des produits chlorés pour le traitement de l'eau, principalement pour le marché des piscines et spa. Le site occupe une superficie de près de 6 hectares. Il est situé au lieu-dit Pazac, route de Meynes, sur la commune de Lédenon, à une quinzaine de kilomètres au nord est de Nîmes, à environ 3km au sud du centre de Lédenon et 3 km à l'ouest du centre de Meynes, dans un milieu agricole.

Les habitations les plus proches des limites du site se situent à près de 20 mètres au sud (accueillant des chambres d'hôtes), à 500mètres à l'est au lieu dit « les Mugues » et à 500m au sud-ouest au niveau de l'exploitation maraîchère.

L'activité du site consiste à réceptionner des substances chlorées en poudre, les mélanger, les presser pour former des pastilles ou galets ou encore de les ensacher directement sous forme pulvérulente. Le process de fabrication se fait à température ambiante et aucune réaction chimique n'est mise en œuvre. Le site conditionne également en seaux ou bidons des produits détergents et d'entretien sous forme de poudres.

L'exploitant dispose sur son site de 3 mélangeurs pour la fabrication de produits solides (poudre), de 3 lignes de conditionnement et pressage sous forme de pastilles (pastilleuse) et de 2 lignes de conditionnement semi-automatique de produits solides (poudre) en sceau.

L'établissement emploie environ 47 agents permanents ainsi que des personnels intérimaires (jusqu'à 40 saisonniers en période de pointe d'activité).

Le site est soumis à autorisation sous la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et relève du statut seveso seuil haut.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Visite réactive à chaud suite déclenchement POI sur départ combustion poudre chlorée dans le bâtiment D

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclenchement POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	/	Arrêté préfectoral de mesures d'urgence

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection à chaud a permis de faire un point de situation sur place le jour même après la levée du POI. L'inspection a bien noté les différents travaux de nettoyage, de remise en état et de redémarrage prévus. Un arrêté préfectoral de mesures d'urgence a été pris en conséquence et est joint au présent rapport. En particulier, il est demandé à l'exploitant dans le rapport d'accident demandé d'étudier le risque de contamination des résidus de poudre de galets sur l'ensemble de la chaîne du procédé afin de pouvoir identifier les événements initiateurs qui ont causé les rejets de fumées chlorées.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Déclenchement POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Départ combustion bâtiment D
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> Le POI a été déclenché à 5h du matin sur le site de Hydrapro à Lédénon le 4 juillet 2023 au niveau du bâtiment D suite à un départ de combustion avec dégagement de fumées chlorées. Le site était fermé et sans activité à ce moment-là. L'alerte a été donnée suite au déclenchement de l'alarme incendie du bâtiment, relayée à la télésurveillance en charge d'appeler l'astreinte technique du site conformément au schéma d'alerte prévu dans le POI. Le SDIS a été appelé dès le déclenchement du POI et l'astreinte DREAL a été informé de l'évènement à 6h45. Les services de protection civile de la préfecture du Gard ont également reçu l'information de part la proximité du bâtiment concerné des clôtures du site avec la présence d'un gîte à moins de 20 mètres et l'entreprise Vilmorin à près de 100 mètres. Des points de situation téléphoniques réguliers exploitant / inspection / SDIS ont été mis en place. Le POI a été levé à 13h30. Les teneurs de chlore sous les vents mesurées à l'extérieur du bâtiment à hauteur d'homme sont restées tout au long de l'évènement en deçà des seuils de toxicité aiguë pour le chlore.
L'inspection des installations classées s'est rendue sur place ce même jour dans l'après-midi afin de procéder à une visite d'inspection à chaud. Cette visite a permis de faire un point de situation sur place. Les eaux d'extinction ont été collectées dans le bassin de confinement étanche du site : un volume de 60m <sup>3</sup> d'eau collectée est estimé. L'inspection a bien noté les différents travaux de nettoyage, de remise en état et de redémarrage prévus pour ce bâtiment D. Elle appelle l'attention en particulier sur le rétablissement du bon fonctionnement des sky dômes du bâtiment constatés ouverts lors de la visite pour assurer une ventilation forcée du bâtiment. Un arrêté préfectoral de mesures d'urgence a été pris en conséquence et signé le 6 juillet 2023. Il est joint au présent rapport. Il reprend les sujets évoqués lors de la visite, relatifs aux mesures immédiates d'urgence, de gestion post-accident et de remise en service du bâtiment D. En particulier, comme annoncé lors de la visite, il appartient à l'exploitant d'analyser spécifiquement dans le rapport d'accident demandé le risque de contamination des résidus de poudre de galets sur l'ensemble de la chaîne du procédé et notamment entre l'atelier de pastillage au bâtiment A et le stockage au bâtiment D afin de pouvoir identifier les évènements initiateurs qui ont causé les rejets de fumées chlorées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Arrêté préfectoral de mesures d'urgence